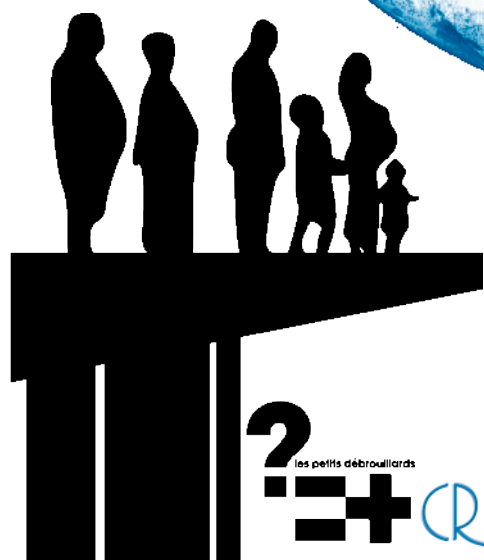


**Modulothèque
Gestion durable et équitable
des ressources naturelles**

Livret pédagogique

Annexe
Document de travail



Présentation de l'exposition "Une seule planète"

1. Introduction.

1. 1. Le constat

Les ressources naturelles qui assurent la majeure partie de nos besoins, et notamment nos besoins vitaux, constituent un patrimoine précieux pour l'humanité, toute l'humanité, actuelle et à venir. Des milliards d'années ont été nécessaires à la constitution de ce patrimoine et des conditions de son maintien et renouvellement. Des générations successives d'êtres humains l'ont utilisé pour vivre et transmettre la vie. Nous avons hérité de ces ressources, et nous devons les transmettre aux générations futures. Mais, nous le savons aujourd'hui, ces ressources, malgré leur extraordinaire diversité, sont finies, certaines sont renouvelables, sous certaines conditions, d'autres pas. Comment alors continuer à satisfaire nos besoins sans compromettre la qualité de vie et le bien-être de nos descendants ?

Malgré la prise de conscience, depuis les années 70 (voire même avant), des limites physiques des ressources, les modèles de développement économique et les modes de vies qu'adoptent nos sociétés en tiennent peu compte. Nous continuons à vivre comme si les ressources étaient illimitées, renouvelables à l'infini et sans conditions. La richesse (la croissance), dans ces modèles, découle de la dégradation des écosystèmes, la surexploitation des ressources renouvelables et l'épuisement des ressources non renouvelables. Les écosystèmes et les ressources ne valent rien d'un point de vue des règles des politiques économiques, leur prix se résumant au coût de collecte et d'acheminement aux consommateurs. En conséquence, la dégradation du capital naturel accroît le PIB.

Or, les pressions de différentes sortes exercées par les humains sur ces ressources, compromettent fortement, et leur qualité et leur quantité disponible et utilisable, ainsi que leur capacité de régénération pour ce qui concerne les ressources renouvelables. La surexploitation des ressources, la dégradation des écosystèmes, et les pollutions, font de plus en plus de ravages et participent fortement à leur épuisement et à leur tarissement. Ceci en réduit la disponibilité et l'usage, et augmente les risques de précarité et de pénurie pour les utilisateurs.

Nous sommes clairement dans un processus de gestion non durable et non équitable des ressources naturelles. La responsabilité incombe surtout aux pays riches et aux modèles de développement économiques actuels, fortement inégalitaires, et peu respectueux de l'environnement. À titre d'exemple, selon l'étude de Hansen (2007) de l'émission cumulée de GES (gaz à effet de serre) par habitant (1751-2006), le Royaume Uni est responsable de 23% des émissions, les états Unis de 21% l'Allemagne et le Canada 15% chacun, alors que la Chine et l'Inde sont responsables de 1% chacune. Il en va de même pour la surexploitation des ressources et la dégradation des écosystèmes. De plus la démographie et les aspirations des « pays en voie de développement et émergents » à améliorer leur niveau de vie en utilisant les mêmes modèles économiques et de consommation des pays riches ne fait qu'aggraver la situation. Sans parler de la délocalisation depuis les pays riches vers les pays émergents d'industries fortement polluantes.

Aujourd'hui, nous vivons au dessus de nos moyens ou plus exactement au-dessus des capacités de notre planète à renouveler ses ressources, à maintenir des conditions climatiques et physicochimiques compatibles avec une durabilité de la vie sur terre. Les scientifiques tirent la sonnette d'alarme depuis déjà un certain temps. Tous les indicateurs sont au rouge. Le réchauffement de la planète, la disparition des espèces, les ravages de la pollution, l'explosion de la production des déchets, les inégalités de plus en plus importantes entre le nord et le sud, ... les catastrophes annoncées par les scientifiques si rien n'est fait pour limiter les dégâts donnent froid dans le dos, et ne présagent pas d'un bon avenir voire d'un avenir tout court pour les générations présentes et futures. Chaque habitant de la planète a besoin pour vivre (manger, se déplacer, se chauffer, s'habiller, évacuer ses déchets, ...) d'une certaine portion de Terre qu'il exploite directement et indirectement. Selon le mode de vie actuel, la Terre et ses ressources sont surexploitées. Si tous les habitants sur Terre vivaient comme des Américains, il faudrait plus de 6 Terres, comme les Européens, plus de 3 Terres tandis que si nous vivions comme la moyenne des Africains ou des populations asiatiques 1/2 Terre suffirait.

De plus l'aspiration légitime des pays pauvres à vivre comme les pays riches, l'augmentation de la population mondiale, ... ne feront qu'aggraver les choses.

Or nous n'avons qu'une Terre. Ceci est un fait incontournable.

Ce constat étant fait, comment lutter contre cette tendance destructrice vis-à-vis de notre environnement, qui épuise et dégrade les ressources, et protéger notre planète de tous ces maux ?

1.2. Que faire ?

L'exploitation durable et le partage équitable des ressources planétaires impliquent une remise en cause radicale du modèle de surconsommation des pays riches comme du paysage mental et les valeurs des êtres humains sur lesquels ce modèle s'est épanoui. Il est nécessaire d'instaurer une justice environnementale et sociale, de refondre les modèles de développement, afin qu'ils soient écologiquement soutenables et socialement justes et équitables.

Instaurer un développement durable pour nos sociétés, respectant l'environnement, les capacités de production de notre planète et ses capacités à « digérer » les pollutions et les déchets, tout en répondant aux besoins des populations actuelles et préservant ceux des générations futures : voici le défi devant lequel est placée l'humanité.

Adopter un mode de développement et de vie qui évitent la surexploitation des ressources, la détérioration des conditions physicochimiques (excès d'émission de gaz à effet de serre, pollution, surproductions de déchets, érosion de la biodiversité et des « services écologiques »...) et compatible avec les capacités de la planète à renouveler ses ressources et « recycler les déchets et polluants liés aux activités humaines ».

Cette responsabilité incombe aux États qui doivent prendre et appliquer les mesures nécessaires pour assurer un développement durable. Aux industriels, qui doivent revoir leurs méthodes et moyens de productions. Mais aussi aux citoyens que nous sommes qui pouvons au quotidien contribuer à cet effort en changeant nos modes de vies et de consommation mais aussi peser en tant que consommateurs et électeurs sur les politiques et les industriels.

Cela nécessite une forte prise de conscience de la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui, des enjeux et de la responsabilité que nous portons vis-à-vis des enfants et des générations futures.

L'éducation au développement durable et à ces enjeux est un pilier incontournable de cette prise de conscience. L'éducation de tous les citoyens, de tous âges, partout sur la planète, est nécessaire. Ceci afin que tout le monde participe à son niveau et selon ses responsabilités, et adopte les comportements adéquats et compatibles avec un développement durable.

Les enfants et les jeunes d'aujourd'hui, sont les décisionnaires de demain. Futurs hommes politiques, industriels ou citoyens, ils sont consommateurs toute leur vie. Éduquer les enfants et les jeunes au développement durable, ces enjeux et les moyens pour agir afin de relever ce défi est un devoir; un « investissement » rentable à court, moyen et long terme.

Ceci commence au quotidien, par des gestes simples, nous pouvons réduire la consommation d'énergie, d'eau et la production des déchets, ..., par des comportements et attitudes critiques, influencer les choix de consommation et contribuer à l'émergence de modes de vies respectueux de l'environnement.

A moyen et long terme, cela se prolonge par la prise d'initiatives citoyennes, ou en tant que responsables (politique, industriel, ...) conscients et sensibilisés au développement durable, pouvant influencer les choix et décisions en y intégrant les dimensions écologiques et de solidarités.

Enfin, et plus largement, il apparaît que favoriser et renforcer les activités et pratiques d'éducation au développement durable auprès des jeunes, tous les jeunes, de tous les pays, est une contribution fondamentale au partage de valeurs universelles, au développement de nouvelles solidarités et à l'émergence d'actions, comportements et attitudes, individuels et collectifs, respectueux de l'autre, de son propre environnement, de celui des autres, de la planète.

2. Contenu de l'exposition.

Le but de ce projet à été de concevoir et réaliser une exposition, destinée à la sensibilisation et à la mobilisation des publics pour le développement durable et en particulier, le problème de la gestion durable et de la répartition équitable des ressources naturelles. Il a pour ambition de traiter cette question sous différents angles en croisant différents points de vues et approches, afin de tenir compte de la complexité du sujet, des multiples interactions et de l'interdépendance des différents mécanismes en jeu. Nous questionnons différentes disciplines scientifiques et acteurs pour identifier et mettre en forme les informations, les contenus et les concepts, nécessaires à l'appropriation de notre sujet. Différentes approches didactiques et supports pédagogiques sont illustrées pour mettre en scène et mettre en débat ces contenus et informations.

Cette exposition a pour fonction de susciter le questionnement, la curiosité, l'envie de comprendre et de débattre, le plaisir de partager, d'échanger et de faire évoluer, ensemble, avec les autres ses points de vues et confronter ses opinions. L'objectif est de se mettre en situation de recherche et de questionnement, de développer l'envie de participer et d'agir, pour soi, pour les autres et pour les générations futures.

L'exposition est organisée autour de 6 espaces proposant chacun, une ambiance, des activités et des supports pédagogiques spécifiques pour illustrer les sujets et les contenus dont ils traitent.

L'accueil et l'espace ressource

La modulothèque "Gestion durable et équitable des ressources naturelles"

L'exposition d'affiche "Une seule planète"

Support multimédia et audiovisuels

Liste des films des bornes vidéos

Liste des reportages des balladeurs audio

Liste des films de la tente de projection

L'espace jeu de rôle

Exposition d'affiche "Une seule planète"

Présentation du contenu des affiches



UNE SEULE PLANÈTE - INTRODUCTION

Nous assistons sous nos yeux à l'épuisement d'un système économique fondé sur une expansion perpétuelle de la consommation. Comme notre modèle social et politique repose en grande partie sur une surexploitation des ressources – renouvelables ou non – brider la consommation revient à fragiliser tout l'édifice de nos sociétés : un vrai crime social. L'appel ignoble de George W. Bush à « aller faire son shopping » peu après le désastre du 11 septembre 2001, est l'un des exemples les plus renversants du phénomène.

Pour l'économiste Amartya Sen, ce piège de la consommation prend ses racines dans le besoin de vivre sans honte : « pour pouvoir rendre visite à des amis et les divertir, pour suivre le fil de ce qui se passe et de ce dont les autres parlent, et ainsi de suite, il faut un ensemble de biens et de services plus coûteux dans une société globalement plus riche, dans laquelle la plupart des gens possèdent déjà, par exemple, un moyen de transport, de beaux vêtements, une radio et un poste de télévision, etc ». Prolongeant cette réflexion, l'universitaire anglais Tim Jackson en déduit que « si nous considérons pour acquise l'importance des biens matériels dans le fonctionnement social, il n'existera jamais aucun seuil à partir duquel nous serons en mesure de nous dire qu'assez est assez ».

Or, au-delà d'un certain niveau, l'augmentation de la richesse de nos pays ne s'accompagne plus d'un sentiment de bien-être. Pire, en vouloir toujours plus revient à augmenter les inégalités et les tensions sociales. 83% des australiens, 62% des états-uniens et à peu près autant d'européens se considèrent d'ores et déjà trop matérialistes. Nous devons et voulons changer mais nous ne savons pas comment. Pourtant, une foultitude d'initiatives fleurit de par le monde, sources d'espoir.

Dans ce contexte, traiter de la gestion durable et équitable des ressources ne revient pas uniquement à questionner notre rapport à la nature mais notre relation au patrimoine, à la propriété, à nos enfants, nos aînés, à la répartition des richesses, à la définition de ce qu'est une richesse. Nous évoquons aussi les bizarreries fiscales et comptables. Bref, nous évoquons probablement un nouveau contrat social qui reviendrait, en somme, à se poser la question de ce qui compte vraiment pour nous, dans nos vies. « Vivre tous simplement pour que tous puissent simplement vivre » énonçait Gandhi en ajoutant : « Il y a assez de ressources sur cette planète pour répondre aux besoins de tous, mais il n'y en a pas assez pour répondre aux désirs de possession de chacun ».

Notre modèle s'épuise. Et nous ?

N°1 - ECONOMIE

CETTE SEMAINE, POUR L'ACHAT D'UN DÉCHET TOXIQUE, LE CADAVRE EST OFFERT



En septembre 2006, le cargo Probo Koala déversa ses déchets toxiques dans des décharges d'Abidjan provoquant la mort de nombreux habitants. Cet acte scandaleux est tout à fait rationnel. Pour Lawrence Summers, qui fut économiste en chef à la Banque mondiale, « les pays sous-peuplés d'Afrique sont largement sous-pollués. La qualité de l'air y est d'un niveau

inutilement élevé par rapport à Los Angeles ou Mexico. Il faut se préoccuper davantage d'un facteur aggravant les risques d'un cancer de la prostate dans un pays où les gens vivent assez vieux pour avoir cette maladie, que dans un autre pays où deux cents enfants sur mille meurent avant d'avoir atteint l'âge de cinq ans ». Selon cet économiste, « la logique économique selon laquelle on devrait se débarrasser des déchets toxiques dans les pays aux salaires les plus bas est à [son] sens irréfutable ». Ce raisonnement se fonde sur une estimation du prix d'une vie humaine. Certains économistes et compagnies d'assurance préconisent d'appliquer un ratio du PIB par habitant. Selon ce mode de calcul, un européen vaut trente deux burkinabés. Pourquoi se priver ? C'est donné, non ?

N°2 - GÉOGRAPHIE

CA, POUR FRAPPER DESSUS, ON TROUVE TOUJOURS LES MOYENS D'ETUDIER LE SOL



Etudier et maîtriser la géographie est un enjeu stratégique pour les Etats. Les armées utilisent les mêmes moyens humains et technologiques que les sciences de l'étude de sol et des ressources. Les technologies spatiales d'observation (les satellites) permettent de guider les drones (avions sans pilote), les missiles (au mètre près) comme elles permettent de

dessiner des cartes de zones inondables, boisées etc. Ces informations doivent être recoupées d'informations de terrain, produites soit par des agents de renseignements (espions), soit par des géographes, ethnologues... Car une information recueillie depuis l'espace (36.000 Km de la Terre pour un satellite géostationnaire) ne permet pas de saisir la réalité des situations (régime de propriété, conflits locaux). En juin 2010, des géologues états-unien ont révélé que le sol afghan recelait plusieurs milliards de dollars de minerais. C'est l'effort de guerre déployé dans cette partie du monde qui est à l'origine de cette découverte. Mais qui contrôlera ces ressources et avec quels moyens ? Les satellites ne donnent pas (encore) la réponse.

N°3 - ANTHROPOLOGIE

C'EST MA TERRE, J'EN FAIS CE QUE JE VEUX



En France, 92% du sol est privé. Le code civil y définit la propriété comme « le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue ». Toute réserve, même minime, à ce droit est définie comme une « servitude » : une exception. Ayant le droit « d'user et d'abuser » du sol, on peut goudronner notre allée ou supprimer les haies dans les champs selon notre bon vouloir. Cette tradition constitue une entrave majeure à une gestion des écosystèmes. L'alternative n'est pas la nationalisation des terres. A Madagascar, 80% des sols sont publics et la gestion y est calamiteuse. L'opposition bien privé/bien public est donc stérile. Il existe de par le monde une infinité de modes de gestion collective et de régimes de propriété permettant de concilier le droit légitime à chacun de jouir d'une parcelle de terre pour habiter, vivre, et la nécessité d'une gestion soutenable. Dans la tradition anglo-saxonne par exemple, le droit de propriété est un bouquet de droit et on sépare le droit de propriété du droit d'usage. Les français feront-ils, cette fois, une vraie révolution, celle des biens communs ?

N°4 - PHILOSOPHIE

DOMINER C'EST DANS LA NATURE DE L'HOMME



Pour Pierre-Henri Gouyon, biologiste français, Dédale est le personnage mythique qui incarne les dérives de la pensée du Progrès. Figure de l'ingénieur moderne, il croyait tant en sa capacité à trouver des solutions techniques à des problèmes humains qu'il engendra des catastrophes successives de moins en moins sous contrôle. Il paya le prix de son arrogance par la mort de son fils Icare. Lorsque René Descartes (philosophe et mathématicien français du 17ème siècle) plaida pour se « rendre comme maître et possesseur de la nature », il redonna vie à cette vision de l'espèce humaine se prenant pour les Dieux. Cette philosophie explique que nous soyons souvent convaincus, à tort, d'être toujours capables de trouver des solutions technologiques à tous nos maux. Ceux qui expliquent aujourd'hui que l'on pourrait arrêter dans l'instant toute utilisation de pesticides en agriculture à condition de généraliser la technologie des OGM sont enfants de cette mystification suicidaire et irrationnelle. Le chemin est court du scientisme à la pensée magique ! Serons-nous les Icare contemporains brûlés à l'autel d'un orgueil démesuré ?



N°5 - CO-DÉVELOPPEMENT

ET LES AVIONS, ILS VOLCAN ?

L'explosion du volcan islandais Eyjafjöll en avril 2010 a dévoilé notre dépendance totale à l'environnement. De tout temps, notre développement s'est appuyé sur la connaissance et l'utilisation de la biodiversité. Le « régime alimentaire méditerranéen » est constitué de tomates, courgettes et autres condiments importés des Amériques, d'Afrique ou d'Asie. La fraise de Plougastel est issue d'un croisement opéré au 18ème

siècle entre une fraise d'Amérique du nord et du sud. Mais, dès le 19ème siècle on crut cette bio-dépendance abolie. N'étions-nous pas capables de construire des immeubles avec du béton, des bateaux et des avions en acier ? Hélas ! Pas de béton sans calcaire, fruit de dépôts millénaires de micro-algues. Pas de gisements d'acier ou d'uranium sans le travail de micro-organismes sur des échelles de temps géologiques. Désormais, nous consommons chaque jour une quantité d'énergie fossile équivalente au travail d'environ 10 siècles de la biodiversité passée. Les 19ème et 20ème siècles auront été ceux de la grande illusion d'une déconnexion du développement des sociétés humaines de son environnement. L'enjeu du 21ème siècle est de construire une histoire du co-développement des sociétés humaines et de la biodiversité.



N°6 - ETHNOLOGIE

LE PIRATE, LE MEILLEUR AMI DU POISSON

La biodiversité marine disparaît-elle de toutes les mers du monde ? Non. Une petite zone résiste encore et toujours à l'envahisseur... Cette fois pas de gaulois luttant contre l'envahisseur romain. Au large des côtes somaliennes, zone de grande instabilité à l'échelle du monde, des pirates, pour certains anciens pêcheurs, pour d'autres authentiques voyous des mers, kidnappent touristes et attaquent bateaux et cargos.

Une des conséquences de cette insécurité locale fut que les grands chalutiers battant pavillon de grandes puissances marines (comme la France) durent s'éloigner des côtes. Surprise, progressivement, des observateurs constatent une amélioration de la taille et du nombre de plusieurs espèces de poissons. N'y aurait-il comme seule solution à la surexploitation des ressources que la thèse des militants de la « deep ecology » qui affirment que pour sauver la biodiversité, seul serait souhaitable le suicide de notre espèce le plus rapidement possible, afin de libérer la planète du poids de son espèce la plus prédatrice (l'humain) ? Alors, tous pirates ?

N°7 - BIOLOGIE

LE PANDA EST MORT, VIVE LE CANTAL !



Depuis les années 1970, l'apparition de célèbres mouvements écologistes s'est accompagnée d'une stratégie médiatique se focalisant sur les « espèces remarquables », qui mobilise l'imaginaire collectif et titille l'émotion des populations (baleine, dauphin, panda...). Or la biodiversité ne se résume pas à la diversité des espèces. Elle se décompose en trois niveaux : génétique (variabilité des gènes au sein d'une même

espèce), spécifique (la diversité des espèces), écosystémique (diversité des écosystèmes et des interactions entre les populations et leurs environnements physiques). Le corps humain ne fonctionnerait pas sans ses 1,5 Kg de bactéries qui assurent, par exemple, les processus de digestion. Pas de Cantal (le fromage) sans acariens ! La biodiversité a donc autant à craindre de la disparition des micro-organismes que des grands mammifères. Aussi se focaliser uniquement sur ces derniers ne permet pas de comprendre ce qui est en jeu dans la sauvegarde de la biodiversité. A quand la constitution d'une micro-ONG (Organisation Non Gouvernementale) pour la sauvegarde des micro-organismes ?

N°8 - FISCALITÉ

VOUS L'AVEZ PAYÉE, MAIS VOUS L'AVEZ VOLÉE



Notre économie se fonde sur des conventions. L'une d'elle, vieille du 19ème siècle, stipule que les ressources de la biosphère, considérées comme infinies et inépuisables, ne valent rien. Pas plus l'or que l'eau, l'uranium que le bois n'ont de « valeur intrinsèque ». Seuls le travail humain (qui transforme ces matières premières en bijou, énergie...) et les moyens de production et de distribution (machines, routes...) produiraient

des richesses. Or notre économie repose sur quatre types de capital : manufacturier, humain, social, naturel (ressources renouvelables et non renouvelables). Pourtant notre fiscalité (taxes, cotisations) ne joue que sur les deux premiers pour financer notre modèle social (sécurité sociale, chômage, retraite...). C'est pourquoi certains économistes proposent d'opérer un « basculement des régulations » : taxer fortement les consommations de capital naturel (pour les économiser) et diminuer le coût du travail humain sous toutes ses formes - qui plus est en période de fort taux de chômage. De là quelques questions qui fâchent. Par exemple : faut-il donner un « prix » à la nature afin de fonder une fiscalité du XXIème siècle ?



N°9 – SCIENCE POLITIQUE

L'ARMÉE AU SECOURS DES RESSOURCES NATURELLES

Dans le « Rapport secret du Pentagone sur le changement climatique » édité en 2000 aux Etats-Unis, les militaires abordent pour la première fois les enjeux liés au changement climatique et à l'accès aux ressources. Des nouvelles doctrines militaires sont évoquées. La principale promeut la disparition des distinctions entre armée (qui protège contre des dangers extérieurs) et police (qui assure la sécurité des biens et personnes à l'intérieur de l'espace national). Evoquée dans les Quadrennial Defense Review (QDR) dès les années 1990, cette idée survient en France en 2008 dans le Livre Blanc de la Défense. Cette proposition postule que les dangers que les Etats affronteront désormais ne relèvent plus de guerres entre nations mais de tensions internes aux pays (guerres civiles, insurrections). Au Brésil, en Colombie, en Afrique subsaharienne, en Russie, les armées ont déjà à choisir entre la sécurité des habitants et celle de l'accès aux ressources. Les participations de l'armée française dans les gisements d'uranium ou de pétrole en Afrique démontrent que le choix entre droits humains et accès aux matières premières prend des détours choquants. Mais motus... Ici la Grande Mulette, ce n'est pas l'armée, c'est la France dans son ensemble.



N°10 – ÉPISTÉMOLOGIE

LEQUEL DE CES DEUX HOMMES EST LE PLUS INTELLIGENT ?

Un produit de la mer consommé sur deux dans le monde provient désormais de l'aquaculture (80 millions de tonnes pêchées en mer, autant provenant d'élevages industriels). C'est dans les années 1850 que se joua en France la bataille de paternité de « l'invention » de la pisciculture. Deux vosgiens, Joseph Remy, pêcheur, et Antoine Géhin, cabaretier, résolurent le problème de la nécrose des œufs après fécondation. Dès cette invention révélée, des membres de l'Académie des sciences, notamment Victor Coste, minorèrent le rôle des deux vosgiens et s'accaparèrent leur réussite. Selon Coste, la science ayant déjà promis cette innovation (dès 1840, le Baron de Rivière inventait le terme de pisciculture), Remy n'était même pas digne d'avoir appliqué des théories qu'il ne connaissait pas. Coste gagna la bataille et s'enrichit grassement. Des exemples existent dans d'autres secteurs (industrie, agriculture, service). En effaçant les acteurs populaires de la photo, nos sociétés acquièrent la conviction que seuls les scientifiques et les ingénieurs produisent de l'innovation et de la science. Pourtant, face à nos défis écologiques et sociaux, toutes les intelligences sont aujourd'hui requises. Ne serait-il pas temps de reconsidérer notre définition de l'innovation – et son financement ?

L'ÉCOLO MAFIA, UNE ORGANISATION QUI LAISSE DES TRACES



L'ÉCOLO MAFIA. UNE ORGANISATION QUI LAISSE DES TRACES.

Depuis près de 30 ans, la mafia napolitaine, la 'Ndrangheta, gère (mal) les déchets de la ville de Naples (7500 tonnes par jour). Aujourd'hui, ces mafias - puissances financières colossales - infiltrent la plupart des secteurs d'activité « légaux ». Pour Francesco Forgione, la distinction entre une organisation purement criminelle et une mafia est que la seconde entretient des rapports structurés et permanents avec le système économique et politique. Aucun pays n'y échappe. Cet argent afflue vers les marchés porteurs : extraction de minerais, gestion des déchets, gestion de matières premières... Cette gangrène se nourrit de l'affaiblissement des politiques publiques comme des dérégulations économiques. Or s'il est aisé de détruire un service public, en bâtir un est une autre paire de manches : cela requiert du temps (plusieurs décennies) ainsi qu'une volonté politique sans faille sur la longue durée. Or nos sociétés ont des difficultés à agir sur le temps long. Cette myopie de l'urgence profite aux puissances criminelles et augmentent les formes d'insécurité. Même si le temps est compté, en prendre permet d'en gagner. Les générations futures nous diront merci.